



La lettre d'information de la Coopération belge au développement en République Démocratique du Congo

Dans ce numéro

- Le mot de la Coop
- Mission Ministre Hadja Lahbib
- Réforme Finances Publiques
- Lancement co-présidence belge et suédoise du Nexus Donor Group
- Renforcement Cyber sécurité dans l'humanitaire
- Rodine, notre Ambassadrice d'un jour
- 11.11.11 - Le pouvoir aux femmes
- Point de presse SOS Villages d'Enfants
- L'Organisation du mois (Africalia)
- Annonces

Mission de la Ministre Lahbib à Kinshasa



©Eric Herchaft

Madame Hadja Lahbib, Ministre belge des Affaires étrangères a effectué une visite de travail en RDC du lundi 08 au mercredi 10 avril 2024.

Durant sa mission, elle a rencontré entre autres les autorités congolaises, les femmes parlementaires nouvellement élues, la société civile congolaise, la communauté belge, des responsables des ONG belges et internationales, la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies et quelques ambassadeurs accrédités en RDC.

Les échanges avec la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC et chef de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), Bintou Keita, ont porté sur le travail de la MONUSCO et la mise en œuvre du plan de désengagement de la mission, ainsi que sur la situation générale dans l'est du pays.

Madame Lahbib s'est également entretenue en bilatérale avec son homologue Christophe Lutundula Apala Pen'Apala, le Premier ministre sortant, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, la nouvelle cheffe du gouvernement désignée, Judith Suminwa Tuluka et le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso.

Suite à la page 2



Le mot de la Coop

Chères lectrices, chers lecteurs,

Plaisir renouvelé pour ce partage des activités organisées durant les mois de mars et d'avril 2024. Le 08 mars, en marge de la journée internationale des droits des femmes Rodine a été notre Ambassadrice d'un jour. Toujours dans le cadre de cette journée, 11.11.11 a organisé un atelier sur la participation politique des femmes en RDC.

La Belgique et la Suède se partagent désormais la présidence du Nexus Donor Group, cette co-présidence a été lancée convivialement autour d'un petit-déjeuner de travail début mars.

Nous revenons sur la mission en RDC de la Ministre Lahbib ainsi que sur celle du SPF Finances belge, du SPF Bosa et du siège d'Enabel.

Vous trouverez également dans ce numéro les activités organisées par SOS Villages d'enfants. L'organisation que nous vous présentons ce mois-ci est Africalia.

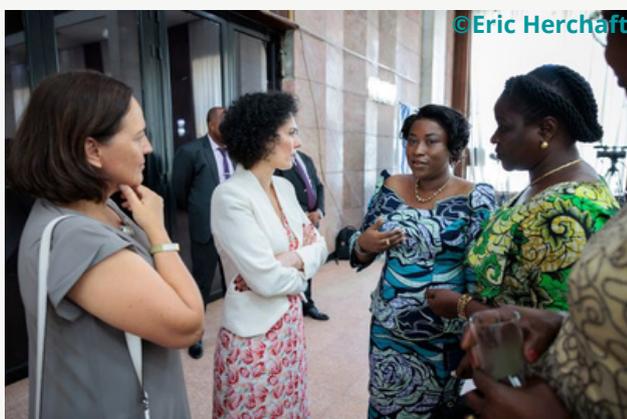
Bonne lecture,

Eric Willemaers
Ministre Conseiller
Chef de la Coopération



Avec comme toile de fond la situation sécuritaire et la crise humanitaire à l'est de la RDC, durant son séjour de 2 jours à Kinshasa en plus des rencontres en bilatérale la ministre Lahbib a eu un moment d'échange avec les étudiants de l'Université des Sciences de l'Information et de la Communication (UNISIC) sur la question des « fake news », la propagande et leur impact sur les démocraties actuelles. Les journalistes Ange Kasongo et Patient Ligodi qui ont récemment publié des livres sur ce sujet ont participé à cet échange.

Lors de sa visite au Parlement, Madame Lahbib a également échangé avec les femmes parlementaires nouvellement élues. La discussion a porté sur l'importance de la participation des femmes à la vie politique et les défis de l'égalité des sexes en Belgique et en RDC. Profitant de cette rencontre, la ministre Lahbib a évoqué le projet mis en œuvre par 11.11.11 et soutenu par la Belgique visant à promouvoir la participation des femmes au processus électoral en RDC à travers des activités de coaching, de plaidoyer et de partage d'expériences.



La ministre Lahbib s'est rendue à l'hôpital Saint Joseph pour visiter le projet de [Ugani Prosthetics](#), jeune start-up belge fondée en 2021 qui a créé le centre Prothea Congo en RDC ; ce projet a été financé par le programme [Finexpo](#) du Ministère belge des Affaires étrangères.

Ugani Prosthetics utilise la technologie 3D pour fabriquer des prothèses et des orthèses abordables pour les patients des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Ont également pris part à cette visite : la ministre congolaise en charge des personnes vivant avec handicap, Mme Irène Esambo Diata, l'Ambassadeur de Belgique, Mme Roxane de Biderling, l'Ambassadeur de l'Ordre de Malte, Mr Geoffroy de Liedekerke, la Directrice du Bureau Diocésien des Œuvres Médicales (BDOM), Dr Joséphine Nkoy et la Directrice Administrative de l'hôpital Saint Joseph, Mme Sophie Kayumba.



Une soirée a été organisée le mardi 09 avril au restaurant Inzia en présence des membres de la communauté belge et des ami.e.s de la Belgique pour célébrer la Rumba qui est un pilier culturel de la RDC.

Inscrite depuis 2021 dans la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO, Mme Lahbib a rappelé dans son discours que la Rumba allait bien au-delà de son essence artistique, étant également un véritable moteur de développement économique et de cohésion sociale. « La rumba rassemble les cœurs, unit les populations et tisse des liens intergénérationnels indéfectibles, incarnant ainsi la résilience et la solidarité profondément ancrées au sein des communautés, même dans les temps difficiles. »



La ministre Lahbib a rendu hommage à Monsieur Brain Tshibanda, Directeur du Centre Wallonie-Bruxelles, pour son engagement dans les liens culturels entre la Belgique et la RDC et la promotion de la rumba congolaise à l'international. Monsieur Tshibanda a ainsi été décoré du grade de Chevalier de l'Ordre de la Couronne en signe de gratitude et d'estime pour son travail exceptionnel accompli depuis 40 ans.



Mission d'experts belges

La Belgique s'engage à soutenir la RDC dans ses réformes de gestion des finances publiques

Une mission d'experts du [SPF Finances belge](#), du SPF Stratégie et Appui ([BOSA](#)) et du siège d'Enabel s'est rendue à Kinshasa du 04 au 08 mars. Parmi les participants à cette mission figurait notamment l'ancien chef des finances belges. En collaboration avec l'équipe d'Enabel en RDC et l'ambassade de Belgique, la délégation a rencontré divers acteurs clés congolais, dont le ministre des Finances, plusieurs régies financières, la DGTCP (Direction Générale de la Trésorerie et de la Comptabilité Publique), la Cour des Comptes, et divers acteurs de la société civile qui travaillent sur la lutte contre la corruption et la bonne gestion des finances publiques.

La mission s'inscrit dans le cadre de l'intervention en matière de gouvernance financière qui fait partie du portefeuille bilatéral de coopération au développement que la Belgique a conclu avec la RDC pour la période 2022-2027.

Cette mission avait plusieurs objectifs, il s'agissait en premier lieu d'avoir une vue d'ensemble des derniers développements en matière de finances publiques en RDC.

Il ressort de cette observation que les budgets de l'État sont plus crédibles du point de vue des recettes, mais qu'il existe encore de nombreux problèmes en ce qui concerne l'exécution du budget. Ensuite il fallait développer une vision commune du soutien belge aux réformes des finances publiques et mieux identifier les domaines où l'expertise belge pourrait être utile.

Soutien belge aux réformes des finances publiques

Le soutien que la Belgique apporte aux réformes des finances publiques n'est bien sûr pas du même ordre que celui des institutions de Bretton Woods, qui se sont à nouveau engagées à grande échelle en RDC ces dernières années.

Cependant, le nouvel engagement de ces institutions, en particulier celui du FMI, offre un cadre pour travailler sur les réformes des finances publiques avec la RDC. Le FMI joue également un rôle de levier dont la société civile qui travaille sur des questions telles que la corruption et la bonne gestion des finances publiques est également bien consciente.

Le Groupe inter-bailleurs Finances Publiques, qui était jusque très récemment coordonné par l'UE en tant que président et USAID en tant que vice-président et maintenant par le Royaume-Uni et USAID, est également d'une grande importance à cet égard. Ce groupe est en dialogue continu avec les autorités congolaises, en particulier le [COREF](#) (Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques).



Contribution belge concrète

La Belgique se montre déjà disposée à apporter une expertise spécialisée aux institutions de la RDC. Un exemple en est le déploiement de deux experts, un en finances et un en questions budgétaires. Ils sont rattachés au COREF, mais sont à la disposition de l'ensemble des services et acteurs rencontrés lors de la mission.

En outre, la Belgique s'est déjà engagée à soutenir l'ITIE (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives) en soutenant des formations pour que de divers services gouvernementaux congolais connaissent mieux la norme ITIE.

La Belgique, en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds, apporte un soutien sous forme de financement d'expertise nécessaire au lancement d'un nouvel exercice PEFA (PEFA = Public Expenditure and Financial Accountability), une véritable 'photo' de l'état des finances publiques, qui pourrait servir de base à une stratégie actualisée en matière de finances publiques.

Un deuxième volet du soutien belge à une meilleure gestion des finances publiques en RDC est son intention de soutenir davantage à l'avenir les acteurs de la société civile qui travaillent activement sur ces thématiques. Ceci part de la logique selon laquelle le renforcement des capacités des services publics va de pair avec la sensibilisation du public à ses droits.

Co-présidence belge et suédoise du Nexus Donor Group



C'est de manière conviviale, autour d'un petit-déjeuner de travail que la co-présidence belge et suédoise du Nexus Donor Group (NDG) a été officiellement lancée le mercredi 06 mars 2024 par M. Henric Råsbrant, ambassadeur de Suède et Mme Roxane de Bilderling, ambassadeur de Belgique en présence des représentants de donateurs membres du NDG dont l'Union Européenne (INTPA et ECHO), Suisse, France, Pays-Bas, Grande-Bretagne, JICA et Norvège.

Le groupe de donateurs Nexus (Nexus Donor Group) est une plateforme informelle de discussions et de concertation sur la mise en œuvre de l'approche triple nexus Humanitaire-Développement-Paix en RDC.

Il ressort de cette observation que les budgets de l'État sont plus crédibles du point de vue des recettes, mais qu'il existe encore de nombreux problèmes en ce qui concerne l'exécution du budget.

Ensuite il fallait développer une vision commune du soutien belge aux réformes des finances publiques et mieux identifier les domaines où l'expertise belge pourrait être utile.

Elle a été mise en place en 2019 à la suite de la retraite du Groupe de Coordination des Partenaires (GCP) de 2018 qui avait notamment identifié le nexus HDP comme un de ses thèmes prioritaires et appelé à la mise en place d'une telle structure pour développer des perspectives du triple nexus HDP, en assurer le suivi et donner divers conseils sur le développement des pilotes et du Cadre Commun.

Le Nexus Donor Group a été présidé par la Suède depuis sa mise en place. La Belgique avait déjà néanmoins fait part de sa volonté d'y accentuer son engagement et ce n'est qu'à partir de janvier 2024 qu'elle a concrétisé cette volonté en acceptant d'en assurer la co-présidence.

Ce pas franchi par l'ambassade de Belgique à Kinshasa traduit en réalité une volonté marquée de la part de la Belgique d'accorder une importance particulière à cette approche qui se veut incontournable pour les différents contextes d'intervention de la coopération belge au développement qui sont essentiellement des contextes fragiles.

En effet, si le triple Nexus HDP recevait déjà une attention particulière de la part de la coopération belge, ce focus s'est encore accentué lors d'une restructuration réalisée durant l'été 2023 au sein de la direction de l'aide humanitaire et transition du SPF Affaires Etrangères. Le nom du service « Gouvernance et développement transitionnel » a notamment été changé en « Nexus et fragilité » pour souligner l'importance de l'approche transversale de ces deux thèmes interconnectés au niveau de la coopération belge.

L'une des priorités de la co-présidence belge du Nexus Donor Group est notamment de soutenir la réalisation d'un « stock taking » concernant le processus d'opérationnalisation lancé en 2019 et qui avait abouti notamment à l'adoption des résultats collectifs pour la RD Congo. Il s'agit également de promouvoir des initiatives à succès pour favoriser une meilleure compréhension de cette approche et contribuer à ancrer la culture du nexus HDP parmi toutes les parties prenantes.

Renforcement de la Cybersécurité dans le Secteur Humanitaire : Un pas en avant à Kinshasa

Les acteurs clés du secteur humanitaire se sont réunis le 14 mars 2024 à Kinshasa pour se pencher sur les enjeux pressants de la cybersécurité. Organisé par [SOS Villages d'Enfants en RDC](#), avec le soutien remarquable de NETHOPE, cet événement marque une collaboration exemplaire entre différents partenaires.

Au total, 21 représentants du gouvernement, du secteur humanitaire et du milieu scientifique ont participé à cette réunion dans le but d'échanger sur cette question d'actualité et concevoir des stratégies efficaces pour renforcer la sécurité des données et contrer la menace grandissante de la cybercriminalité.

Les discussions ont mis en lumière plusieurs points cruciaux. Tout d'abord, il est apparu clairement que l'adoption de normes de cybersécurité rigoureuses est impérative pour garantir la protection des données sensibles.

Ensuite, la nécessité de réaliser des diagnostics sectoriels précis et d'implémenter les meilleures pratiques a été unanimement reconnue comme une étape essentielle dans la lutte contre les cybermenaces.

« On ne peut pas réaliser la digitalisation sans aborder les aspects liés à la cybersécurité, surtout que, les ONG dans leurs activités de routine collectent pas mal de données, qu'elles analysent et conservent, il est nécessaire de comprendre qu'à tout moment ces données peuvent être critiques. » a souligné Guy Germain MBAKI, expert en cybersécurité.



Un des résultats majeurs de cet événement a été la mise en place d'un cadre de collaboration. Les participants ont convenu de l'importance cruciale de coordonner les efforts à l'échelle locale et régionale pour contrer efficacement la cybercriminalité. Cet accord vise à établir une collaboration durable entre les différentes parties prenantes, afin de partager les informations et les ressources nécessaires pour faire face aux défis de sécurité numérique.

Cet événement ne se limite pas à l'échelle locale. Il s'inscrit dans le cadre d'une initiative régionale ambitieuse visant à créer une plateforme d'échange d'informations sur la cybersécurité spécifiquement pour l'Afrique de l'ouest et centrale. Cette dimension régionale souligne l'importance de la coopération transfrontalière dans la lutte contre les menaces numériques qui ne connaissent pas de frontières.



En République Démocratique du Congo, cette rencontre revêt une importance particulière. Elle marque le début d'une nouvelle ère de coopération et de vigilance collective, indispensables pour protéger les données sensibles et garantir l'intégrité des activités des organisations de la société civile.

L'engagement conjoint des acteurs locaux représente une étape cruciale vers la création d'un cyberspace plus sécurisé pour les acteurs humanitaires en RDC. Il souligne également l'importance de la solidarité et de la collaboration transfrontalière dans la lutte contre les défis numériques actuels.

Cet événement a donc marqué un pas significatif vers le renforcement de la cybersécurité dans le secteur humanitaire. Il témoigne de la détermination des acteurs au niveau local et régional à travailler ensemble pour relever les défis de sécurité numérique et ouvre la voie à une coopération plus étroite et plus efficace dans les jours à venir.

Rodine, notre Ambassadrice d'un jour

Le vendredi 08 mars, Rodine a été l'Ambassadrice d'un jour à l'Ambassade de Belgique. À l'occasion de la Journée Internationale des droits des femmes, cette dernière a partagé le quotidien de l'Ambassadeur Roxane de Bilderling.

Accompagnée par Dilay Karakadioglu, son point de contact à l'Ambassade, en plus des activités de l'Ambassadeur Rodine a pu également s'imprégner du travail des différents services à l'Ambassade ainsi que ceux d'Enabel.



Sur son compte X, l'Ambassadeur de Bilderling a reconnu avoir été très impressionnée par son assurance et sa perspicacité et lui a souhaité le meilleur dans sa vie.

Lancé et coordonné par l'Ambassade britannique, ce beau concept de #AmbassadorForADay était à sa 3e édition cette année à Kinshasa.

11.11.11 – Le pouvoir aux femmes

L'Ambassadeur Roxane de Bilderling a ouvert, le vendredi 15 mars 2024, l'atelier organisé par 11.11.11 sur la participation politique des femmes en RDC dans le contexte des élections de décembre 2023. Grâce au financement de la Belgique, 11.11.11 a mis en œuvre avec ses partenaires de la société civile congolaise en consortium avec [Protection Internationale](#) le projet intitulé « Mobilisation de l'électorat pour un processus électoral démocratique, crédible, apaisé et inclusif en RDC » avec un accent particulier sur le coaching et mentorat de 1000 femmes à travers 6 provinces de la RDC, notamment Kinshasa, Sud Kivu, Nord Kivu, Kwilu, Haut Katanga et Kasai Oriental.

Sous la coordination nationale du Réseau d'Education Civique au Congo ([RECIC](#)), pour ce projet 11.11.11 a travaillé avec les partenaires opérationnels suivants : ADMR, CEDECO, [AIDPROFFEN](#), CFDDH, RADIO MAENDELEO, GO FM, JULIZHA, IBDGH, AETA, et DYNAFEC.



L'atelier organisé par 11.11.11 a été l'occasion de faire le point sur le projet. 4 panels se sont succédé à cet effet, le premier consistait à la présentation des élections, des résultats et des tendances du projet.

Le projet s'articulait autour des activités de plaidoyer (cafés citoyens, visites des partis et regroupement), d'encadrement et de renforcement des capacités. Le constat a été que malgré l'opportunité offerte par la loi électorale, les partis n'ont pas suffisamment capitalisé cela en alignant les femmes candidates.

Au-delà des difficultés rencontrées par les femmes au niveau des législatives et des provinciales, 7 femmes accompagnées par le projet ont été élues dont 4 au niveau communal. Il sied de noter que les femmes élues dépourvues des moyens nécessaires pour ester en justice se retrouvent attaquées en contentieux par des hommes puissants.

Annexe 1 Liste des femmes élues

Nom	Age	Parti politique	Circonscription	Partenaire
Mme NIYIBIZI AKILI JEANNE	41	PDG	Karisimbi (conseillère municipale)	Aidprofen
Mme CARINE NABAMIBUHORO	28	ACN	Commune de Goma (conseillère municipale)	Aidprofen + CFDDH
Mme MWAVITA KAYEYE MARCELINE	43	UDPS	Karisimbi (Conseillère municipale)	Aidprofen
Seraphine Kiluba			Likasi	Dynafec
Tyty Luboya			Likasi	Dynafec
Mme Jeanine Kavira Katasoyire	43	Burec	Butembo (national) Beni (provinciale)	CFDDH axe Butembo – Musienene
Honorable Kinja mwendanga Béatrice.	60	UDPS	Bukavu ville	CEDECO

Dans le deuxième panel "Pas élues, quoi maintenant?" les femmes qui ont participé au projet et qui n'ont pas été élues ont partagé leur expérience et les leçons tirées.

Ce projet a permis une interaction visant à tirer profit de différentes expériences, de leçons positives ou négatives pour chaque femme candidate, des ambitions et nouvelles stratégies afin de maximiser les chances de gagner les élections pour une femme ambitionnant de participer aux élections.



Le troisième panel s'est focalisé sur la feuille de route de lutte contre les violences électorales faites aux femmes en RDC, il s'agit de la présentation de la politique du gouvernement en matière de violences électorales à l'égard des femmes.

Par ce document, le gouvernement s'engage à accompagner les organisations dans la lutte contre les violences électorales, offre aux acteurs des axes d'intervention pour soutenir les femmes et limiter les violences et enfin note l'importance d'associer les hommes dans la lutte contre ces violences électorales.

Enfin dans le quatrième panel "Madame, la députée vous avez le pouvoir!" les femmes élues ont pris la parole pour partager également leur expérience durant la campagne et surtout dire comment elles comptent réaliser concrètement leurs promesses de campagne.



Le constat général est que de nombreuses femmes ont été élues au niveau local. C'est souvent parce qu'elles sont bien connues dans leur communauté et qu'elles ont un lien avec elle. Ce type d'élection est plus accessible que les élections provinciales et nationales.

Pour avoir une chance de gagner, il est important de se préparer et d'être actif au sein de la communauté avant l'élection (et non la veille de l'élection).

De ce qui précède, comme l'a noté Adolphe Baduda dans son mot d'introduction, il est clair que ceux qui veulent soutenir effectivement la participation politique des femmes pour le cycle électoral de 2028 doivent commencer dès maintenant en mettant forces, idées et actions ensemble pour des synergies plus efficaces.

Point de presse SOS Villages d'Enfants

Etude sur les enfants sans protection parentale en Afrique



Le mardi 02 avril SOS Villages d'Enfants en RDC a tenu une conférence de presse dans ses locaux pour présenter aux médias et aux partenaires du secteur de la protection de l'enfant en RDC l'étude sur les enfants sans protection parentale en Afrique.

Cette étude publiée par le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, une branche de l'Union Africaine, met en évidence la situation préoccupante des millions d'enfants en Afrique qui vivent sans protection parentale. Selon ce rapport, près de 35 millions d'enfants en Afrique vivent sans protection parentale, exposés à divers dangers et abus.

« En RDC, le nombre, même estimatif, n'est pas connu, mais il est certainement en hausse suite aux conflits armés et aux catastrophes naturelles qui sont récurrentes dans certaines parties du pays, ainsi qu'en raison du taux de pauvreté élevé qui touche une grande partie de la communauté », a indiqué Armand Tchhoffou, Directeur National de SOS Villages d'enfants en RDC.

Il souhaite par ailleurs qu'une étude spécifique soit organisée dans les jours à venir en RDC pour avoir les statistiques réelles sur la situation des enfants en RDC, y compris ceux sans protection parentale. Toutefois, ce rapport de 138 pages indique que 70 % des pays africains ne disposent pas de cadres politiques et d'orientations claires pour protéger et prendre en charge ces enfants vulnérables.

Des conditions précaires des enfants dans la rue

Le rapport souligne que ces enfants se trouvent dans des situations extrêmement difficiles, exposés à diverses formes d'abus, notamment des abus sexuels, du travail forcé et de la traite d'êtres humains.

Ils sont contraints de se séparer de leurs parents et de leur famille en raison de situations d'urgence, de démêlés avec la justice, de problèmes de santé mentale, de consommation de substances nocives et d'un accès limité à l'éducation, aux soins de santé et à l'alimentation.

Face à cette réalité alarmante, les gouvernements et les partenaires ont mis en place des programmes visant à prévenir la séparation des familles en autonomisant les communautés, en fournissant des services de prise en charge et de protection, en plaidant en faveur des droits de l'enfant, en réintégrant et en réunifiant les enfants avec leur famille d'origine, en renforçant les structures et les systèmes communautaires, ainsi qu'en réformant les systèmes de prise en charge pour garantir le respect des normes internationales et continentales.

« À ce jour, nous avons soutenu 24 mille enfants dans nos centres médicaux. Nous avons également soutenu plus de 10 000 adultes dans les centres médicaux à Uvira et Bukavu. Nous venons en aide à plus de 1800 enfants répartis dans 540 familles à travers le programme de renforcement de la famille, soutenu par la DGD et la ville de Bruxelles. 469 enfants sont directement pris en charge au sein de nos villages d'enfants à Kinshasa, Bukavu et Uvira », a indiqué Armand Tchhoffou.

Malgré ces efforts, beaucoup reste encore à faire, a renchérit le directeur national de SOS Villages d'enfants en RDC.

Recommandations

Le rapport formule plusieurs recommandations clés pour remédier à cette situation préoccupante. Parmi elles, il y a notamment la mise en place de politiques et de lois nationales garantissant la disponibilité d'options de prise en charge adaptées et de qualité, en mettant l'accent sur les solutions de prise en charge familiale plutôt que sur les institutions.



Les États membres doivent également inclure les enfants sans protection parentale dans les bases de données statistiques nationales et les études périodiques afin de mieux comprendre l'ampleur du problème.

Les systèmes de protection et de sauvegarde de l'enfant doivent aussi être renforcés pour prévenir toute forme de maltraitance et de négligence, en mettant l'accent sur la surveillance et la réaction appropriée aux cas signalés, en collaboration avec les autorités locales.

L'Organisation du mois



[Africalia Asbl](#) a été créée en 2000 avec comme mission de contribuer à la reconnaissance de la culture comme un secteur clé de la coopération au développement et un domaine où peut s'exprimer, de manière créative et enrichissante, la solidarité internationale entre communautés et individus.

Pour ce faire, Africalia collabore avec de multiples associations, réseaux et organisations-cadres africaines, belges et internationales.



En Afrique, elle met en œuvre des programmes de travail conçus et gérés avec des associations culturelles implantées dans la société civile de leur pays.

Ces associations pourront ainsi jouer un rôle dans les politiques et les actions de développement national et veiller à ce que le potentiel économique, social et éducatif du secteur créatif soit exploité au profit des publics locaux.

Africalia apporte un appui technique et financier à des organisations africaines dans une logique de partenariat. Au fil des années Africalia a engrangé une expertise significative en matière de coopération culturelle. Elle met à disposition de ses partenaires ce savoir-faire.

La logique d'intervention du programme pluriannuel 2022-2026, dans les pays d'Afrique est développée sur 6 résultats dont le (1) renforcement de la gouvernance associative et la mise en réseau des acteurs culturels, (2) le plaidoyer de sorte à convaincre les autorités publiques à financer davantage les initiatives culturelles destinées au développement des ICC, (3) la professionnalisation des compétences, (4) la production d'œuvres culturelles et artistiques de qualité, une plus (5) large diffusion des œuvres et enfin (6) la capacité à générer des revenus.

Africalia conçoit la coopération comme un engagement durable envers ses partenaires et non comme un soutien financier à des activités culturelles ponctuelles (festivals, spectacles, expositions). Le partenariat repose sur une connaissance en profondeur, accumulée sur plusieurs années, des atouts, forces et faiblesses de chaque organisation partenaire ainsi que la mise en commun de ressources et de compétences dans la poursuite d'un objectif à long terme partagé.



En Belgique, elle lance un programme d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. En partenariat avec des institutions culturelles belges, Africalia a pour ambition à donner une plus grande place aux expressions culturelles africaines dans le réseau culturel belge.

En RDC, le programme pluriannuel 2022-2026 financé par la DGD s'attache à l'autonomisation et professionnalisation des opérateurs culturels congolais afin de proposer des produits et services culturels locaux de qualité.



Ainsi, les acteurs culturels contribuent à la croissance durable et non polluante basée sur la créativité et l'innovation. Le programme contribue entre autres à la réduction des inégalités homme et femme avec une attention particulière quant à la place accordée aux jeunes dans la société.

Par ailleurs, en offrant l'accès à la culture au plus grand nombre, celle-ci diminue le risque de la fuite des talents et encourage la consommation locale.

Pour la mise en œuvre de ce programme, Africalia travaille en partenariat avec 11.11.11, AfricaMuseum et Coopération Education par la Culture (CEC) avec comme zones d'intervention Bukavu, Goma, Kinshasa, Kisangani et Lubumbashi.

5 partenaires locaux nourrissent le programme 2022-2026 de la RDC dont un incubateur : Le Tarmac des Auteurs à Kinshasa, le [Groupe Taccems](#) à Kisangani, 3 Tamis à Bukavu et [Yolé! Africa](#) à Goma. L'incubateur Kobo Hub est localisé à Kinshasa.



Appel à projets sur les innovations sociales numériques basées sur les données en Afrique – Wehubit 2.0

Enabel organise un appel à projets sur les innovations sociales numériques basées sur les données en Afrique.

L'objectif est de soutenir la mise à l'échelle d'innovations sociales digitales basées sur les données et mises en œuvre par les institutions publiques, les universités, les organisations de la société civile, les ONG et/ou les entreprises sociales.

Les thèmes prioritaires de cet appel sont les suivants

- Santé/épidémies

- L'inclusion numérique, qui englobe des questions telles que les écarts entre les jeunes et les sexes, les droits numériques, les compétences numériques, le travail décent et la protection sociale.
- Changement climatique, couvrant des domaines tels que la transition énergétique juste, la gestion des ressources naturelles, la gestion des déchets et l'agriculture durable et intelligente face au climat.
- La gouvernance, y compris la mobilisation des ressources, la cohésion sociale/sécurité-paix, les villes intelligentes, les transports et la gestion des impôts et des douanes.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur :

[Appel à projets_Wehubit 2.0](#)

Attention, la date-limite pour l'introduction de projets est le 21 mai 2024 !



Appel à projets du Trade for Development Centre pour l'octroi des subsides aux organisations de soutien aux entreprises (OSE)

Le [Trade for Development Centre](#) (TDC) a publié un appel à projets afin d'octroyer des subsides aux organisations de soutien aux entreprises (OSE) (business support organisations) dans quinze (15) pays. La date limite de soumission est fixée au lundi 6 mai 2024 à 12h30 (heure de Bruxelles).

Sont concernés :

- Bénin, Burkina Faso, Burundi, RD Congo, Guinée, Mali, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Sénégal ou Tanzanie ;

- les OSE fournissant un appui aux organisations actives dans la filière cacao peuvent également être établis en Côte d'Ivoire ou au Ghana et
- les OSE fournissant un appui aux organisations actives dans la filière café peuvent également être établis en Ethiopie ou au Kenya

L'objectif est de renforcer les business support organisations dans ces quinze (15) pays afin qu'elles disposent du savoir-faire et des outils pour appuyer les entreprises à exporter vers les marchés de l'Union européenne dans des conditions durables, de travail décent et respectueuses des droits humains.

Le Trade for Development Centre (TDC) d'Enabel est financé par la coopération au développement (DGD) pour un nouveau programme (2023 – 2028) qui vise à rendre des filières de production et de consommation plus durables (diversifiées, intelligentes face au climat), plus inclusives et respectueuses des droits humains.

Les propositions doivent être soumises via le lien suivant : <https://submit.link/2uu>

Tous les documents relatifs à l'appel à projets (lignes directrices, formulaire de candidature...) sont accessibles via les liens suivants :

FR : <https://www.tdc-enabel.be/fr/2024/03/07/appel-a-propositions-subsides-organisations-de-soutien-aux-entreprises/>

EN : <https://www.tdc-enabel.be/en/2024/03/07/call-for-proposals-grants-business-support-organisations/>

Voici également le lien LinkedIn que vous pouvez partager sur vos réseaux sociaux :

FR : <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7173266768218570752/>

EN : <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7171831894727192577/>

Pour tout contact :

Liane KIMPUTU N'SANA, Chargée de Communication

Section Coopération au Développement/Ambassade du Royaume de Belgique

133, Boulevard du 30 Juin/Gombe - Kinshasa-RDC

T +243 819700160 - +243 996022100

E-mail : Liane.KimputuNSana@diplobel.fed.be

www.rdcongo.diplomatie.belgium.be - Suivez-nous

